

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 09/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARP NORD

130 bis Rue de Liège
59121 Prouvy

Références : V2.2026.009
Code AIOT : 0007002302

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2025 dans l'établissement SARP NORD implanté 130 bis Rue de Liège 59121 PROUVY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le plan d'action pluri-annuel de contrôle.

Les thèmes abordés pendant la visite sont :

- les moyens de lutte contre l'incendie
- l'inventaire
- la surveillance pérenne (RSDE)

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARP NORD

- 130 bis Rue de Liège 59121 PROUVY
- Code AIOT : 0007002302
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SARP OSIS NORD exploite sur la commune de Prouvy :

- une installation de regroupement et tri de déchets dangereux ;
- une installation de pré-traitement de déchets dangereux ;
- une installation de regroupement, tri et pré-traitement de déchets non dangereux.

Les activités de cet établissement relèvent du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 21/08/1981 modifié, en particulier par l'arrêté préfectoral complémentaire du 17/11/2017.

Cet établissement relève également de la directive IED et est classé à ce titre sous les rubriques suivantes :

- 3510 - Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour (150t/j) ;
- 3550* - Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540 [...] avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte (430 tonnes - *rubrique IED principale).

A ce titre, il lui appartient de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 17/12/2019, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED, dit arrêté WT.

Par courrier en date du 23/05/2024, l'exploitant a adressé au préfet une demande de changement d'exploitant au profit de la société SARP NORD.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 17/11/2017, article 7.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	MTD Générique – Inventaire	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Maitrise des sinistres (exercices)	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet
4	RSDE	Arrêté Ministériel du 24/08/2017, article Article 23	Sans objet
5	Surveillance pérenne RSDE	AP Complémentaire du 18/12/2013, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection retient que la surveillance pérenne, dans le cadre de la campagne RSDE est réalisée. L'exploitant souhaite modifier cette surveillance (sujet évoqué dans le dossier de porter à connaissance reçu le 26/11/2025). L'inspection attend des éléments complémentaires pour statuer sur la demande de l'exploitant (cf. point de contrôle n°4).

Concernant le risque incendie, l'inspection prend note de l'absence de certains moyens listés dans l'article 7.2.2 de l'APC du 17/11/2017. Dans ce cadre, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de disposer des moyens de lutte contre l'incendie en lien avec l'article précité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/11/2017, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risques technologiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <p>deux poteaux incendie normalisés;</p> <p>trois robinets d'incendie armés, répartis dans l'établissement, protégés du gel et munis de réserves d'émulseurs;</p> <ul style="list-style-type: none"> - un chariot mobile avec réserve de produit émulseur et proportionneur; - deux extincteurs à poudre sur roue de 100 kg et 50 kg; - neuf extincteurs portatifs de 9 kg de poudre polyvalente; - un canon à mousse ainsi que des tuyaux et du petit matériel hydraulique nécessaire à sa mise en place; - une réserve de sable; - un système fixe de production de mousse sur les fosses liquides; - les longueurs de tuyaux nécessaires à la mise en place des moyens ci-dessus. <p>L'exploitant doit disposer de plusieurs réserves de matériaux absorbants ininflammables et chimiquement neutres permettant l'absorption de 200 litres (1 fût) de liquides.</p> <p>Ces réserves sont situées à proximité du parc à fûts.</p> <p>Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident</p>

<p>susceptible de nuire à la rapidité de mise en oeuvre des moyens des sapeurs pompiers.</p> <p>Un accès direct au canal de l'Escaut, d'une largeur minimale de trois mètres est mis à la disposition des services d'incendie et de secours en cas d'incendie.</p> <p>Le bassin de confinement de 300m³ est maintenu en permanence avec un volume disponible de 200m³ en cas de sinistre. Un repère physique permet de s'assurer de la disponibilité des 200m³.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence, par sondage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - deux poteaux incendie situés à l'intérieur du site (réseau interne), - trois robinets d'incendie armés, - d'extincteurs à poudre, - d'extincteurs portatifs, - une réserve d'absorbant (sable). <p>Parmi les moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant a indiqué :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ne plus disposer de canon à mousse (l'installation est présente mais ne fonctionne pas), - ne pas disposer de système fixe de production de mousse sur les fosses liquides, - ne pas disposer d'un chariot mobile avec réserve de produit émulseur et proportionneur. <p>L'inspection a constaté la présence d'un bassin de confinement des eaux. Un repère physique (ligne) est effectivement présent pour vérifier le volume disponible. l'inspection s'interroge sur le positionnement de ce repère.</p> <p><u>Observation :</u></p> <p>L'inspection invite l'exploitant à transmettre les éléments factuels (plans, calculs ...) justifiant que la position du repère permet de justifier de la disponibilité d'un volume de 200m³.</p> <p>Concernant les émulseurs présents sur le site, il a été indiqué à l'inspection qu'ils allaient être changés d'ici la fin de l'année 2025 afin de ne plus contenir de PFAS.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection constate l'absence des dispositifs fixes pour lutter contre l'incendie.</p> <p>Il est proposé à Monsieur le préfet, de mettre en demeure l'exploitant de disposer des moyens de lutte contre l'incendie conformément à son article 7.2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17/11/2017.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été indiqué que des discussions étaient en cours avec le SDIS et qu'une étude des dangers devrait être mise à jour, permettant d'actualiser les moyens de lutte contre l'incendie avec les activités en vigueur du site. Dans le cadre de cette mise à jour, si les moyens de lutte contre l'incendie venaient à évoluer, il sera nécessaire de déposer un dossier de porter à connaissance accompagné de l'ensemble des éléments d'appréciation afin que les prescriptions imposant les moyens de défense contre l'incendie soit adaptée en conséquence via un arrêté préfectoral complémentaire.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Maitrise des sinistres (exercices)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Maitrise des sinistres. L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.
Constats : L'exploitant a indiqué avoir réalisé un exercice de défense contre l'incendie le 01/12/2025. Cet exercice a consisté en une évacuation du personnel. 10 salariés étaient présents. Parmi le retour d'expérience de cet exercice, l'exploitant a relevé les points suivants : - formation nécessaire pour les guide-files et les serre-files. - un camion est entré pendant l'exercice d'évacuation ce qui est contraire aux procédures. L'exploitant a indiqué qu'un exercice avait eu lieu en 2024, cependant le compte-rendu n'a pas été retrouvé pendant l'inspection. Postérieurement à l'inspection, le compte-rendu de cet exercice a été transmis par courriel à l'inspection. Un exercice d'évacuation a été réalisé le 03/07/2024. <u>Observation :</u> L'inspection rappelle à l'exploitant que les exercices doivent faire l'objet de comptes rendus qui sont tenus à disposition des installations classées. S'agissant du scénario choisi pour l'exercice 2025 (et pour celui de 2024), l'inspection précise à l'exploitant que les exercices doivent permettre de tester l'organisation du site en cas d'incendie

et qu'il y a donc lieu pour les prochains exercices d'aller plus loin dans la réalisation d'exercice incendie (ne pas se limiter à l'évacuation du site). L'exploitant a indiqué réfléchir à intégrer le SDIS lors d'un prochain exercice.

Les autres points de la prescription précitée n'ont pas fait l'objet de la présente inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : MTD Générique – Inventaire

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 2

Thème(s) : Risques chroniques, Inventaire des flux d'effluents

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et tient à jour, dans le cadre du système de management environnemental, un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux, comprenant les informations, proportionnées à la taille de l'installation, aux activités mises en œuvre ainsi qu'à la nature et à la quantité des déchets réceptionnés et traités, suivantes :

1. Des informations sur les caractéristiques des déchets à traiter et sur les procédés de traitement, y compris :

- a) Des schémas simplifiés des procédés, montrant l'origine des émissions ;
- b) Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et du traitement des effluents aqueux/gazeux à la source, avec indication de leurs performances ;

2. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, qui comprennent au moins :

- a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH, de la température et de la conductivité ;
- b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier pour les métaux et les micropolluants) ;
- c) Les données relatives à la biodégradabilité ;

3. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, qui comprennent au moins :

- a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ;
- b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier les composés organiques et les polluants organiques persistants) ;
- c) L'inflammabilité, les limites inférieure et supérieure d'explosivité, la réactivité ;
- d) La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité.

Constats :

Lors de l'inspection du 07/12/2023, il a été formulé le fait susceptible de suite suivant :

"1) L'inventaire devra être complété de la partie "procédé de traitement" pour répondre aux exigences de l'arrêté ministériel WT.2) L'exploitant doit distinguer, dans son inventaire des effluents, ceux pour lesquels les conclusions du BREF WT et les dispositions de l'arrêté WT qui s'appliquent.3) L'inventaire tenu au sens de l'arrêté ministériel WT devra être complété des conclusions relatives aux rejets diffus.

Lors de l'inspection du 06/12/2024, l'exploitant a présenté son inventaire, au sens de l'arrêté WT, modifié et complété pour répondre aux observations formulées lors de la précédente inspection. Il est ressorti de l'examen de ce nouvel inventaire, les éléments suivants :

- les procédés de "traitement" tels que le regroupement, la neutralisation, le mélange, la décantation ont été ajoutés à l'inventaire ;
- tel que conçu, l'inventaire permet de distinguer les zones et activités hors périmètre IED ;
- en ce qui concerne les rejets diffus et leur prise en compte dans l'inventaire, l'exploitant, dans son courrier daté du 07/01/2025, de réponse aux observations formulées à l'issue de l'inspection 2023 précisait les éléments suivants :

"Concernant les rejets diffus, une étude COV a été réalisée en 2018. En annexe 2, le tableau récapitulatif des résultats montre un flux massique en moyenne à 65,68 g/h et un flux journalier en moyenne à 1576 g/j. Ces mesures sont en dessous du seuil fixé par l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019. Toutefois, une seconde étude COV sera réalisée en 2025 suite à la demande de changement d'utilisation des fosses 1, 1bis et 2. Ces fosses rentrent dans le périmètre IED. Cette modification d'utilisation vous sera présentée dans un porter à connaissance déposé au cours du deuxième semestre 2025."

Il était également demandé qu'à réception des conclusions de cette nouvelle étude des émissions diffuses en COV et de la définition des nouvelles conditions d'exploitation des fosses du site, l'exploitant devra veiller à ce que son inventaire des flux d'effluents soit conclusif sur ce point".

Lors de la présente inspection, il a été constaté que l'étude sur les rejets diffus a été réalisée, cependant ce sujet n'est pas abordé dans l'inventaire présenté en séance. De même, le traitement des effluents pollués (en jaune sur l'inventaire transmis) n'est pas évoqué explicitement dans l'inventaire (récupération des effluents pollués par pompage et évacuation pour traitement à l'extérieur du site).

L'inventaire présenté n'aborde pas non plus les caractéristiques des effluents gazeux reprises au point 3 de la prescription précitée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de compléter son inventaire (au sens de l'arrêté WT) au regard des éléments indiqués plus haut.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : RSDE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/08/2017, article Article 23

Thème(s) : Risques chroniques, RSDE

Prescription contrôlée :

Pour les substances dont la surveillance pérenne a été actée voire notifiée par arrêté préfectoral dans le cadre de la deuxième campagne RSDE, les dispositions du présent arrêté remplacent les dispositions prévues concernant les modalités de cette surveillance

Constats :

L'arrêté ministériel du 24/08/2017, modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées

pour la protection de l'environnement, modifie plusieurs arrêtés ministériels qui ont vocation à remplacer les dispositions prévues dans les arrêtés préfectoraux dans le cadre de la deuxième campagne RSDE (Recherche et Réduction des Rejets de Substances Dangereuses dans l'Eau). Le site de SARP à Prouvy est concerné par un arrêté préfectoral du 18/12/2013 lui imposant des prescriptions complémentaires pour la surveillance des rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique de son établissement situé à Prouvy.

Cet arrêté prévoit notamment (cf. point de contrôle suivant), la surveillance d'un certain nombre de paramètres en sortie du bassin de confinement à une fréquence trimestrielle (la périodicité pouvant être adaptée sur justification de l'exploitant).

Les résultats doivent être remontés sous GIDAF.

La liste des arrêtés modifiés par l'arrêté ministériel du 24/08/2017 ne concerne pas le site de SARP à Prouvy, qui est un site de traitement de déchets et donc non concerné directement par l'arrêté du 02/02/1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau [...] ni par les autres arrêtés ministériels précités.

De ce fait, l'exploitant doit toujours réaliser les analyses prescrites dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 18/12/2013.

Lors de la présente inspection, il a pu être constaté, par sondage que les analyses étaient maintenues.

Le 26/11/2025, l'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance afin de modifier et d'alléger, pour certains paramètres la fréquence de surveillance. L'inspection a demandé à l'exploitant de lui transmettre des éléments complémentaires dont une partie est parvenue le 23/12/2025. Ce sujet sera traité dans le cadre de l'instruction du dossier de porter à connaissance du 26/11/2025 (cf. point de contrôle suivant).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance pérenne RSDE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/12/2013, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques

Prescription contrôlée :

Mise en œuvre de la surveillance pérenne

L'exploitant met en œuvre sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté le programme de surveillance au point de rejet des effluents de l'établissement dans les conditions suivantes :

Nom du rejet	Substance	Limite de quantification à atteindre par substance par les laboratoire en µg/l	Périodicité	Durée de chaque prélèvement
Sortie du bassin de confinement	Nonylphénols code SANDRE 6598	0.1	1 mesure par trimestre (la périodicité peut	2 4 h représentatives d

			être adaptée sur justification de l'exploitant)	fonctionnement de l'installation (la durée peut être adaptée sur justification de l'exploitant selon son activité).
"	Mercury et ses composés Code Sandre 1387	0.5	"	"
"	Chromium et ses composés Code Sandre 1389	5	"	"
"	Nickel et ses composés Code Sandre 1386	10	"	"
"	Copper et ses composés Code Sandre 1392	5	"	"
"	Zinc et ses composés Code Sandre 1383	10	"	"
"	Lead et ses composés Code Sandre 1382	5	"	"
"	Hexachlorobiphenyl 153 Code Sandre	0.01	"	"

	Code Sandre 1245			
"	Isoproturon Code Sandre 1208	0.05	"	"
	Diuron Code Sandre 1208	0.05		
	Tributyl étain cation Code Sandre 2879	0.02		
	Dibutylétain cation Code Sandre 7074	0.02		
	Monobutylétain cation Code Sandre 2542	0.2		

Les limites de quantification pour l'analyse des substances doivent être inférieures ou égales à celles de l'annexe 1 du présent arrêté préfectoral complémentaire.

Les paramètres de suivi DCO et MES sont également prélevés selon les mêmes modalités.

Article 4 - Remontée d'informations sur l'état d'avancement de la surveillance des rejets

4.1 Déclaration des données relatives à la surveillance des rejets aqueux

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 3 du présent arrêté sont assis dans le mois suivant ces mesures sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet (GIDAF, <https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr>)

[...]

Constats :

L'inspection a constaté, par sondage, que les analyses étaient complétées sous l'application GIDAF.

L'inspection a également consulté le relevé du 08/12/2025.

Dans son dossier de porter à connaissance du 26/11/2025, l'exploitant a indiqué vouloir cesser la surveillance pour certains paramètres et modifier la fréquence pour d'autre. La société SARP souhaite notamment :

- l'arrêt du suivi des substances suivantes : tributylétain cation, dibutylétain cation, monobutylétain cation, et nonylphénol,
- la mise en œuvre d'un suivi annuel pour les autres substances (indépendant des analyses par bâchées).

Afin de pouvoir répondre à cette demande, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre une synthèse des résultats des analyses réalisées sur les 5 à 6 dernières années afin de pouvoir justifier la demande précitée.

Type de suites proposées : Sans suite